

# Consultation des laboratoires de la section 7

Bruno Durand  
Président de la Section 7

21 janvier 2009

à

Mme Catherine Bréchnignac, Présidente du CNRS,  
M. Arnold Migus, Directeur Général du CNRS,  
M. Gilles Boëtsch, Président du Conseil Scientifique du CNRS,  
M. Pierre Guillon, Directeur de l'institut ST2I,  
M. Yvan Segui, Président du Conseil Scientifique de l'institut ST2I,  
pour large diffusion.

Ce texte est une synthèse de la consultation des unités CNRS dépendant principalement de la section 7, sur la question de l'opportunité de créer au sein du CNRS un institut autour des Sciences et Technologies de l'Information.

## Table des matières

<b>1</b>	<b>La consultation</b>	<b>2</b>
1.1	La forme de la consultation . . . . .	2
1.2	Éléments de contexte . . . . .	2
<b>2</b>	<b>Résultats</b>	<b>3</b>
2.1	Les retours des unités . . . . .	3
2.2	Les priorités exprimées . . . . .	3
2.3	Le CNRS, STI, et l'institut unique . . . . .	5
2.4	Le périmètre . . . . .	7
2.5	Les interfaces . . . . .	7
2.6	Travailler avec les universités et avec l'INRIA . . . . .	8
<b>3</b>	<b>Conclusions</b>	<b>10</b>

# 1 La consultation

## 1.1 La forme de la consultation

J'ai choisi d'effectuer cette consultation de la communauté via les directeurs de laboratoire et sous une forme totalement libre, dans un but de collecte d'idées.

Consulter via les directeurs d'unité permet un retour sans trop d'éparpillement, et permet d'éviter qu'une partie de la communauté, plus impliquée par les questions posées, impose son avis par un flux de réponses important. Néanmoins, cette méthode de consultation pourrait poser problème dans la mesure où les directeurs d'unité sont aussi considérés comme des cadres de la structure CNRS ; en cela, ils ne sont pas forcément libres de leur parole. Pour éviter cet écueil, j'ai prévenu qu'il leur appartenait de décider de la publicité qu'ils souhaitaient donner à leur réponse, et que je ne citerai aucun laboratoire dans ma compilation des avis. Certains laboratoires ont rendu publique leur contribution, d'autres non.

La forme de la consultation a été annoncée comme totalement libre. L'idée était de collecter des idées, d'éventuellement mesurer leur dominance, mais surtout d'éviter des questions aux réponses binaires qui ne peuvent refléter l'avis des unités dans un contexte aussi complexe. Je suis personnellement responsable vis-à-vis de mes collègues de l'opération de compilation, et vais donc tenter de retranscrire, sinon tous les avis, au moins tous les courants de pensées exprimés à ce jour.

Etant donnée l'urgence dans laquelle ce texte a été écrit, des coquilles et maladroites l'émaillent sans doute.

## 1.2 Eléments de contexte

Cette consultation sur l'opportunité de créer au CNRS un institut STI<sup>1</sup> a été demandée à la fois par le Directeur Scientifique du département (maintenant institut) ST2I en décembre 2008, et par le Directeur Général du CNRS le 6 janvier devant la CPCN.

Les textes suggérés aux laboratoires pour asseoir leur réflexion étaient, dans l'ordre chronologique :

- le rapport Cousineau ;
- la prise de position de la section 7 ;
- le compte rendu du CA du 27 novembre 2008 ;
- le communiqué de presse de la Ministre du 27 novembre 2008 ;
- la description du projet d'institut ST2I de Pierre Guillon, version de décembre 2008.

Cette consultation, annoncée en décembre 2008 mais effectivement lancée le 11 janvier 2009, a demandé aux laboratoires une réaction rapide. La question posée étant au cœur des difficultés actuelles, on pouvait supposer que nos collègues en avaient déjà discuté et étaient prêts à s'exprimer.

---

<sup>1</sup>on appelle dans la suite du document "institut STI" le potentiel institut au sein du CNRS autour des sciences et technologies de l'information, sans préjuger d'un éventuel changement de ce nom, tout à fait envisageable, et dont le périmètre autour de la section 7 reste à préciser (voir section 2.4).

La question posée était : “voulons-nous un institut STI au CNRS ou préférons-nous rester dans le schéma ST2I, et le cas échéant, *quid* du périmètre de l’institut, de ses principaux objectifs et de la coordination avec l’INRIA ?”

## 2 Résultats

### 2.1 Les retours des unités

Tout d’abord, j’ai reçu des retours d’un peu plus de 2/3 des unités consultées, exactement 45 sur 63. Les unités consultées sont celles qui dépendent principalement au CNRS de la section 7, et il est méthodologiquement clair que la nature du retour obtenu dépend de la population consultée. Les plus grosses unités ayant massivement répondu, la population concernée est elle aussi supérieure aux 2/3 de la couverture des unités CNRS de la section 7, et va d’ailleurs un peu au delà par les consultations des GDR. Il n’y a pas me semble-t-il de biais thématique dans le nombre de réponses : la participation a été homogène en informatique, traitement du signal, automatique, robotique, et la partie de micro-électronique de la section 7 (la frontière 7-8 est ici peu claire).

Ces retours ont été très divers dans leur forme, allant d’un vote de conseil de laboratoire à de longs commentaires (4 pages au plus, en moyenne 2 pages). Une bonne partie des directeurs s’est déclarée réjouie d’avoir été consultée, et surtout, la forme libre de la consultation a été particulièrement appréciée.

Pour les quelques retours hors sujet provenant d’unités n’ayant pas bien compris la question posée ou répondant délibérément à côté, j’ai initié avec le directeur une interaction pour éclaircir la situation.

Dans ce texte, je ne me cantonne pas à donner l’avis dominant, mais essaye d’exprimer aussi la diversité des points de vue quand il y a diversité.

J’ai aussi ajouté de petites idées qui n’ont pas forcément été exprimées par l’ensemble des unités mais qui complètent les retours et sont consistantes avec l’ensemble afin d’alimenter les réflexions et les débats. C’est me semble-t-il l’objectif du “brain storming”.

### 2.2 Les priorités exprimées

Tout d’abord, les retours sont unanimes sur deux points (souvent exprimés) :

- notre communauté aspire à une situation stabilisée où elle comprendrait ce que font les organismes nationaux et comment ils interagissent avec les tutelles locales (pour simplifier je dénote ainsi les universités mais aussi les écoles). L’instabilité de notre cadre de travail est incessante depuis 2000 et nous démobilise. Les partisans de la création d’un institut STI comme les opposants partagent cet avis, les premiers insistant sur la nécessité de trouver un cadre où nous serions bien identifiés pour nous y installer durablement, les seconds demandant immédiatement la stabilité ;
- la question de l’institut STI au CNRS est bien différente de celle d’un institut unique pour l’informatique tel que présentée dans le rapport Cousineau. Ces questions sont

cependant liées, mais les lier trop rapidement est générateur de malentendus ; ainsi, nous revenons dans la section 2.3 sur cette question délicate.

Les rapports sont quasiment unanimes sur le fait que notre discipline doit rester au CNRS actuellement. Les arguments sont discutés dans la section 2.3.

Parmi ceux, très majoritaires, qui souhaitent un institut STI au CNRS, on observe un accord large sur les motivations de ce souhait, et donc *a fortiori* sur les fondements de l’institut :

- ce souhait a d’abord un aspect disciplinaire : l’informatique a un objet d’étude (l’information) qui n’est pas réductible à ceux des autres sciences. Cette vision est largement partagée. En particulier, la tendance à considérer notre discipline principalement comme une *problématique fruit de la technologie* est très minoritaire en interne (2 retours sur l’ensemble s’expriment en ce sens) et l’expression de cette position provoque des irritations exprimées par de nombreux laboratoires d’informatique.
- la visibilité de notre discipline au sein du CNRS. Actuellement, nous sommes représenté dans la hiérarchie du CNRS par un (une) et un seul DSA pour la section 7. Outre la charge énorme qui lui incombe de ce fait, cette situation ne permet pas à notre discipline jeune, et plus jeune encore au CNRS, de discuter sur un plan adéquat avec les autres disciplines. De nombreuses unités soulignent l’importance des interfaces et leur découragement à voir dans de trop nombreux textes stratégiques du CNRS notre discipline réduite au “calcul”.

En sus de ces questions internes au CNRS, le peu de visibilité actuel de notre discipline au sein de l’établissement a des conséquences externes. Plusieurs laboratoires<sup>2</sup> soulignent que lorsqu’un autre institut ou organisme, un industriel non spécialisé dans la recherche en informatique, cherchent un contact en informatique au CNRS pour envisager une collaboration, il ne le trouve pas ; il semble que la visibilité de l’informatique à l’INRIA soit bien supérieure, bien que l’organisme soit beaucoup plus petit ;

- l’organisation des interfaces de notre discipline au CNRS. Notre discipline présente 3 grandes interfaces (mathématiques, biologie, SHS) et de nombreuses autres interactions moins importantes en volume. Nous avons donc de nombreuses unités d’interface qui expriment l’importance d’une approche scientifique de ces interfaces. Elles souhaitent être mieux reconnues comme telles ; par exemple, l’interface mathématique-ST2I est de nature bien différente de l’interface mathématique-STI ; ce point est aussi souligné pour l’interface avec la biologie. Voir aussi la section 2.5 ;
- la possibilité de maîtriser notre avenir, en décider nous-même, en pleine connaissance de cause, est une revendication fréquemment formulée. Bien sûr les autres disciplines ont leur mot à dire, et cela d’autant plus que l’impact de l’informatique se généralise, mais l’avis de la communauté doit absolument être entendu par les différents conseils.
- enfin, la question de l’articulation avec l’INRIA est présentée comme une question prioritaire par *tous* les laboratoires en lien avec cet établissement. Le constat est unanimement fait que cette articulation dysfonctionne, que les efforts du département

---

<sup>2</sup>en particulier des laboratoires d’interface ou fortement impliqués dans la composante industrielle de la recherche.

ST2I se sont jusqu'à présent soldés par un échec<sup>3</sup> et cet échec engendre des problèmes qui nuisent fortement à la communauté. Un certain nombre de suggestions sont proposées par les laboratoires et décrites dans la section 2.6.

Les quelques (rares) unités neutres sur la question de la création de STI expriment que pour eux la priorité absolue est la coordination avec l'INRIA, quelque soit le cadre de la discipline au CNRS.

Les opposants à la création de STI existent mais ils ne se sont pas exprimés en nombre. Une seule réponse a constitué une défense farouche de ST2I, et un autre laboratoire s'est également, mais moins fermement, prononcé en faveur de ST2I. Dans les deux cas, ces unités expliquent leur position par des questions de périmètre : elles font partie des (rares) unités de notre section à comporter des équipes qui seraient *a priori* hors du périmètre STI. La transformation d'un laboratoire d'institut en laboratoire d'interface soulève des inquiétudes légitimes. Les réponses complémentaires des autres laboratoires d'interfaces et des GDR permettent d'éclaircir cette question (développée dans la section 2.5).

## 2.3 Le CNRS, STI, et l'institut unique

Tout d'abord, de nombreuses unités expriment leur attachement au CNRS. Cet attachement a un aspect affectif mais il se mesure plus objectivement à travers plusieurs aspects soulignés par les unités :

- la très grande attractivité des concours CNRS. C'est pour nos unités une opportunité non seulement de recruter des forces supplémentaires, mais aussi et surtout d'attirer dans notre système de brillants chercheurs étrangers<sup>4</sup> sans les difficultés des recrutements universitaires et en bénéficiant du prestige du CNRS<sup>5</sup> ;
- l'implication universitaire de nos unités augmente naturellement avec les effets de la loi LRU. Le fait d'avoir le même établissement partenaire que nos collègues des autres disciplines aide à répartir les ressources entre les différents laboratoires scientifiques de l'université ;
- "l'explication sociale" de notre discipline est difficile : quel est le travail d'un chercheur dans notre domaine ? On le voit trop naturellement en train de bricoler un PC. Travailler dans un laboratoire du CNRS, établissement connu dans la population pour être "l'employeur des savants", est perçu comme socialement important ; malgré les critiques, le CNRS reste perçu comme un établissement d'excellence.

La communauté ressent une menace, interne et externe, d'être sortie du périmètre CNRS. D'un point de vue interne, le sentiment qui prédomine est que la discipline est mal comprise au CNRS et considérée comme mineure par les autres – donc peu défendue. Ce manque de considération a des raisons principalement historiques : plusieurs laboratoires, en particulier d'interface, observent sur le terrain que nos collègues du CNRS des autres disciplines et en particulier de biologie, mathématiques, ou SHS, ont besoin de notre savoir autant que de notre savoir-faire. De plus, notre discipline se nourrit des problématiques

---

<sup>3</sup>toutes les négociations et activités de coordination semblent suspendues à ce jour.

<sup>4</sup>l'attrait du concours ne se dément pas car le nombre de candidats augmente encore cette année malgré la diminution de 44% des postes ouverts au concours dans notre section.

<sup>5</sup>malgré des salaires très faibles pour notre discipline vue au niveau mondial.

émergeant aux interfaces.

Du point de vue externe, une priorité nationale STIC a été affichée depuis les années 2000. Notre discipline est plongée dans un institut d'ingénierie parmi des communautés aux besoins d'équipement bien plus lourds que les nôtres (notre discipline a prioritairement besoin de moyens humains). Les unités de la section ne sont pas convaincues que ce plongement constitue un avantage. A l'heure où les gouvernements sont attachés au paraître, à l'heure où tous les grands organismes de l'état communiquent sur leur travail, il est ressenti que le CNRS ne parvient pas à communiquer sur notre discipline parce qu'elle ne dispose pas de la structure adaptée. En revanche il est largement souligné que si on affichait clairement la discipline au CNRS, si de plus on travaillait effectivement à une politique combinée avec l'INRIA (voir section 2.6), alors on serait en position de demander des moyens bien adaptés à nos besoins.

On aurait pu penser que la présence dans le même département de l'informatique et de l'ingénierie apporte une fertilisation croisée. Malheureusement, l'impact du reste du département sur notre discipline reste cantonné aux liens pré-existants (avec l'automatique et la robotique principalement). Subsistent même des difficultés de reconnaissance de la discipline informatique chez nos collègues du département.

Enfin, une constatation claire de toutes les unités ou presque renforce cette menace : on ne peut pas imaginer à terme deux acteurs nationaux en informatique. Il n'y a pas place à une complémentarité disciplinaire et il n'y a pas non plus place à une complémentarité de mode d'action. Le partenaire local est amené dans les réformes en cours à prendre de l'importance et il s'agit maintenant au CNRS et à l'INRIA de revisiter leur mode d'interaction avec lui.

La mise en place d'un institut national unique dans notre discipline – même si ce n'était pas directement la question posée – a été largement commentée. Il a été souligné qu'elle est irréalisable à court terme. Il a été aussi souligné qu'elle n'est pas inéluctable car dans la crise économique où nous vivons, les fusions prioritairement effectuées devraient être celles qui apportent des économies d'échelle, ou un gain évident de productivité, ce qui n'est pas ici le cas. En revanche, une demande forte est exprimée au niveau des laboratoires au contact avec l'INRIA pour un travail sur une convergence du modèle de partenariat national/local du CNRS et de l'INRIA vers un modèle unique, souple et adaptable aux caractéristiques locales.

La communauté pose aussi la question suivante au CNRS : pourquoi y a-t-il si peu de cadres de notre discipline au sein de l'établissement ? Une étude précise serait sans doute nécessaire pour analyser la situation, mais l'INRIA compte parmi ses cadres bon nombre de DR CNRS. Dans ce domaine, il convient aussi de noter une demande d'avoir plus de scientifiques opérationnels comme interlocuteurs pour la discipline au sein du CNRS. Un(e) DSA et 3 chargés de mission à temps partiel ne suffisent clairement pas.

L'extraction de notre discipline du CNRS est donc vécue comme un risque et elle est largement commentée. Elle est considérée comme techniquement plus simple si on crée un institut STI, mais il est considéré *a contrario* qu'elle aurait plus de justifications si le CNRS ne mettait pas en évidence la discipline en son sein. Dans la catégorie de l'analyse des risques, on souligne aussi que si le ministère avait un interlocuteur de notre

discipline au CNRS, celui-ci pourrait défendre notre volonté de rester au sein du CNRS, et surtout qu'une procédure effective de rapprochement des objectifs avec l'INRIA serait une dynamique visible appréciée de nos dirigeants.

## 2.4 Le périmètre

La réponse à la question du périmètre est unanime sur un point : le périmètre doit contenir au minimum toute la section 7 : informatique, automatique, traitement du signal, images, robotique. La volonté de ne pas scinder la section est souvent répétée, et cela pour des raisons scientifiques majeures<sup>6</sup>. Comme ce point est assez peu contesté, je ne reporte pas ici en détails les arguments que les unités ont fait remonter. Nous considérons que la démarche scientifique est la même, que les besoins pour travailler sont les mêmes ou très comparables, et que les interactions sont si fortes qu'on peut parler d'inter-pénétration. Des inquiétudes ont été formulées sur la séparation entre les sections CNU 27 et 61 dans le document envoyé par Pierre Guillon présentant l'institut ST2I.

Les unités s'expriment pour souhaiter un périmètre en général un peu plus large, comprenant notamment la micro-électronique qui n'est pas uniquement en section 7 (il y a unanimité des avis exprimés sur ce point et la frontière 7-8 est floue et dépend des laboratoires). Certains souhaiteraient un périmètre un peu plus large, englobant en particulier l'ensemble de la section 8. Tous pensent qu'il faut procéder de façon ouverte et proposer à ceux de nos collègues proches qui se reconnaissent dans notre champ disciplinaire de nous rejoindre.

## 2.5 Les interfaces

Tout d'abord certains de nos collègues (les plus concernés) rappellent qu'il ne s'agit pas uniquement de travail d'interface mais aussi des domaines extérieurs où notre discipline a un fort impact (en particulier pour la biologie et les SHS). Ces interfaces permettent des retours passionnants, qui interrogent la discipline elle-même<sup>7</sup>.

Rappelons que nos interfaces principales sont avec les mathématiques, la biologie, et les SHS. La décision éventuelle de faire l'institut STI au CNRS ne perturberait pas ces interfaces, mais il est souhaité que le nouvelle institut construite avec les instituts concernés un cadre clair pour ces interfaces et qu'il s'y engage fortement. En revanche, il créerait une autre interface, nettement plus petite mais cependant très importante pour nous, principalement entre l'automatique-robotique d'une part et la mécanique (de la théorie des mécanismes aux matériaux) d'autre part. Il convient d'analyser cette question avec grand soin car d'une part les seuls opposants à la constitution de STI sont situés à cette interface mais aussi car elle est importante scientifiquement et nécessite des moyens spécifiques.

---

<sup>6</sup>La section se retrouvait séparée en 2006 entre MIPPU et ingénierie; la communauté a pris alors fermement la décision de rester groupée, et cette volonté a été la raison du retour de l'informatique fondamentale dans ST2I.

<sup>7</sup>par exemple le besoin d'extraire des informations d'une (grande) base de connaissances.

C'est sans doute le secteur de la robotique qui illustre le mieux cette question. En effet, la robotique est bien sûr plongée dans l'informatique dont non seulement elle se sert mais aussi à laquelle elle pose de nouveaux problèmes continûment. La robotique est aussi fortement couplée à l'automatique pour contrôler les objets qu'elle crée. Enfin, elle s'intéresse à toute une problématique d'interaction avec l'environnement physique qui implique fortement le traitement du signal et aussi la reconnaissance de formes et d'objets. Mais pour faire des robots, on s'intéresse aussi aux mécanismes et aux matériaux et leurs propriétés vont être spécialement importantes pour le contrôle et la conception. Aussi, le secteur de la robotique formerait une interface importante avec l'institut qui abriterait les recherches en mécanique. Toutefois, le centre de gravité des recherches en robotique semble clairement se trouver dans le périmètre de STI.

De nombreux laboratoires expriment l'idée que ces interfaces ancrent naturellement notre discipline au sein du CNRS.

## 2.6 Travailler avec les universités et avec l'INRIA

En préambule je rappelle en mon nom que l'INRIA et le périmètre STI ont des poids comparables mais que de très loin, les forces principales de la discipline sont dans les universités. Même si on se restreint aux enseignants-chercheurs des sections 27 et 61 du CNU appartenant aux unités CNRS et aux projets INRIA, même si on ne les compte que pour un poids 1/2 (ce qui n'est pas évident), l'université reste très largement majoritaire.

La question de la relation entre CNRS, INRIA et universités a déjà été abordée dans la section 2.3. En particulier rappelons que les laboratoires sont confrontés de près à l'évolution de l'université, et que les situations rapportées sont très diverses, certains établissements semblant mûrs pour un pilotage scientifique dans notre discipline, d'autres ne l'étant pas (ou pas encore). Il est demandé par les laboratoires, que la politique du partenaire national aide le transitoire et s'adapte aux réalités diverses du terrain.

Pour cet accompagnement, une des premières demandes est que l'institut (STI ou ST2I) soit présent effectivement en régions. Cette présence devrait aller au delà de groupements de laboratoires et une personne devrait le représenter, y compris dans ses discussions avec les établissements, dans le suivi des unités ; cette personne serait à même de ramener au directeur scientifique les informations souvent manquantes sur la spécificité du terrain.

Les modes d'action du CNRS à travers ses unités ne sont pas décrits de façon homogène par les unités. Certains trouvent que les équipes INRIA ne sont pas très différentes des équipes des unités CNRS d'autres au contraire voient une différence claire. Il me semble (c'est ici un avis personnel) que cette diversité des remontées exprime une diversité réelle de l'organisation des unités dans notre discipline. Nous avons des équipes thématiques, des grandes, des petites, certaines équipes sont ciblées et homogènes, d'autres sont ciblées mais formées de personnes aux spectres complémentaires. La spécificité du CNRS est ici la liberté qu'il a laissée aux membres de ses unités pour s'organiser au mieux<sup>8</sup>.

---

<sup>8</sup>malgré des indications variables dans le temps sur la taille souhaitée pour les équipes, indications qui ne semblent pas avoir eu beaucoup d'effet.

L'INRIA a en revanche un modèle d'action bien précis, bien clair, et parfois contesté, souvent discuté. Il soutient des équipes ciblées, formées autour d'un leader scientifique qui a une tâche et une responsabilité importante au sein de l'établissement. En revanche, la notion de laboratoire (UMR dans nos cas) est peu considérée à l'INRIA, et les unités se sentent mal à l'aise avec cette situation et certains soulèvent les multiples problèmes que cela leur pose. La structure de laboratoire est très importante pour la plupart des universités partenaires disent les unités, mais cependant pas pour toutes.

Les retours des unités discutent le fait qu'il s'agisse ou non de deux modes d'action très différents. Ces différences sont variables et on doit reconnaître que l'action du CNRS ne suit pas un modèle, ce qui constitue soit une de ses forces, soit une de ses faiblesses. Or pour travailler à la compatibilité de deux modèles, il faut qu'il y ait vraiment deux modèles ce qui n'est pas le cas. Le modèle de l'INRIA a certainement pu s'exprimer avec succès parce qu'il était confronté à un non-modèle CNRS. On souligne l'échec patent des commissions de coordination dont les effets sur le terrain ont été légers. Les unités ne croient pas que la situation actuelle puisse se décliner en deux modèles complémentaires, et surtout, pensent que cette situation est néfaste à notre discipline.

Des suggestions sont données par quelques collègues. Je les retranscris ici à titre de collection d'idées, et parce qu'elles me semblent compatibles avec les autres demandes plus largement exprimées. Je rappelle d'abord une idée partagée, abordé dans la section 2.3 : le fait que la coordination des modes opérationnels soit remplacée par une coordination des modes d'action. Le terme de couplage est même employé. Pour cela, il est nécessaire que l'INRIA amende son modèle, et que le CNRS s'engage à plus de réactivité et à un partenariat ciblé. Ceci ne paraît pas impossible, mais la question semble être : comment faire ? Les deux idées allant dans ce sens sont :

- d'adjoindre aux représentants des directions de l'INRIA et de l'institut quelques personnalités scientifiques judicieusement choisies représentant divers aspects de la communauté scientifique<sup>9</sup>. En particulier, il faudrait aussi avoir ès qualité un représentant des universités et peut-être des écoles d'ingénieurs ;
- de donner une mission claire à cette coordination. Il faut demander aux personnes impliquées de s'entendre, d'autant qu'ils devront chacun faire des efforts et l'expliquer à leurs personnels. Ainsi, deux laboratoires me font remonter l'idée que le Ministère, si souvent porté à des interventions sur le micro-management, serait bien inspiré à écrire une lettre de mission demandant à l'INRIA et à l'institut au CNRS de coupler leur action en une politique nationale unique pour la discipline.

La question des moyens est assez complexe et les retours des unités sur ce point ne m'ont pas paru très unanimes, notamment quant à la question de l'ANR, des programmes thématiques ou blancs. Certains souhaitent qu'ils soient revendiqués et gérés par l'organisme, d'autres qu'ils soient seulement proposés. Il est clair que l'ANR est un partenaire de première importance pour nous et qu'il faut travailler la place de l'institut dans ce contexte.

En revanche, il est souhaité que l'institut bénéficie de moyens humains sérieux pour son propre fonctionnement (DSA, chargés de missions, représentants en région) mais

---

<sup>9</sup>j'en profite pour ajouter, même si mes collègues n'y ont pas pensé, qu'un représentant des personnels de chaque organisme devrait aussi à mon sens participer.

aussi pour ses interfaces. Créer un institut sans moyens n'aurait que peu d'impact. Il est souligné que la réactivité actuelle du CNRS est trop faible pour les besoins de notre discipline et qu'un travail spécifique sur la valorisation est nécessaire.

La mise en place d'un institut STI peut nécessiter plusieurs mois, mais la communauté insiste sur la nécessité de savoir où elle va. Elle a peu d'appétit à s'investir dans un travail de proposition précise d'institut si, pour des raisons politiques qui échappent aux scientifiques, l'institut n'était pas créé *in fine*. Elle attend donc de savoir si le CNRS crée ou non cet institut avant de s'y investir. La question de la direction de l'institut est très ouverte, plusieurs laboratoires soulignent qu'elle devrait être confiée à un scientifique au cœur de notre discipline.

Je conclus cette section en rappelant la demande de stabilité. Si cet institut devait être créé, il est essentiel qu'il soit pérenne. Bien sûr, il ne peut revendiquer une place stable au CNRS que si son rôle est clair et bien mené pour la communauté, donc couplé à celui de l'INRIA. Finissons par une idée empruntée à un texte de mon prédécesseur François Pierrot, et reprise par plusieurs directeurs d'unité : si on fait un institut STI au CNRS qui fonctionne bien, pourquoi à terme l'INRIA ne le rejoindrait pas au sein du CNRS ?

### 3 Conclusions

La présente consultation doit être prise en compte avec doigté. Son résultat dépend évidemment de la population concernée (ici les unités rattachées principalement à la section 7) et sans doute s'y sont exprimées les unités qui avaient le plus à dire. Le résultat est sans doute aussi biaisé par ma propre expérience après 7 ans de direction d'unité, 4 ans au bureau de la section 7 et actuellement à sa présidence. Cependant, l'exercice du "brain-storming" implique une confiance dans l'opération de synthèse et je remercie les directeurs d'unités de m'avoir *a priori* témoigné leur confiance en répondant en masse et souvent longuement aux questions posées.

Une fois ces précautions prises, il me semble que des points importants peuvent être dégagés (détaillés plus haut) :

- le souhait d'une grande majorité des unités qu'un institut STI soit créé au CNRS. Son contour devrait comprendre la section 7 en entier et sans doute un peu plus largement dans le domaine de la micro-électronique et peut-être dans d'autres domaines, s'ils se reconnaissent dans notre discipline ;
- le besoin que cet institut une fois défini ait une politique claire d'interfaces, politique concertée avec les instituts partenaires. Il faudrait porter un soin particulier à la nouvelle interface créée par la séparation avec le reste de ST2I, même si cette interface serait en volume très inférieure aux 3 autres ;
- le besoin absolu (que l'institut soit créé ou pas) d'un couplage fort du mode d'action sur le terrain avec l'INRIA, dans un mode qui s'adapte aux réalités et au rôle croissant des universités ;
- la volonté ferme de la communauté de rester au CNRS, sa volonté qu'on ne mélange pas la question de la création de l'institut STI au CNRS avec la problématique de

- l'institut unique;
- le souhait de la discipline qu'on ne décide pas toujours à sa place de ce qui la concerne. Ce besoin d'être considéré comme une discipline adulte est souvent exprimé.



Bruno DURAND  
Président de la Section 7  
Comité National de la Recherche Scientifique